



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 5, n°2 | Juin 2014

Varia

1992-2014 : Retour vers le futur insoutenable

Luc Semal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10322>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10322

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Luc Semal, « 1992-2014 : Retour vers le futur insoutenable », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 5, n°2 | Juin 2014, mis en ligne le 20 juin 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10322> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10322>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

1992-2014 : Retour vers le futur insoutenable

Luc Semal

- 1 Le 2 avril 2014, Ségolène Royal a été nommée Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Encore, aurait-on envie de dire... Car ce jour-là, plusieurs journaux ont relevé une anecdote liée à cette nomination, intervenue vingt-deux ans « *jour pour jour* » après celle de cette même Ségolène Royal à ce qu'on appelait alors plus prosaïquement Ministère de l'environnement. « *Jour pour jour* », n'est-ce pas amusant ? Sans doute. Cela peut effectivement faire l'objet d'une petite brève divertissante, vite écrite, vite lue et vite oubliée. Mais pour notre part, ce n'est pas tant le côté « *jour pour jour* » qui a retenu notre attention : ce sont les « *vingt-deux ans* ». Aïe.
- 2 L'une des spécificités de la question environnementale est son rapport au temps, si particulier et si difficile à articuler avec notre temporalité politique. Au cours des dernières années, les chercheurs en sciences sociales travaillant sur la crise écologique ont beaucoup écrit sur la difficulté des régimes démocratiques à intégrer le souci du long terme, certains y voyant un obstacle majeur à une véritable « écologisation » des démocraties¹. Mais cette difficulté – déjà considérable – à se soucier du long terme ne suffit pourtant pas à résumer l'ensemble du dysfonctionnement temporel de nos régimes démocratiques. La déstabilisation écologique globale n'est pas qu'affaire de long terme, elle est aussi affaire de compte à rebours, de *délai*². De délai qui diminue à mesure que passent cinq ans, dix ans... vingt-deux ans, déjà.
- 3 En avril 1992, la nouvelle Ministre de l'Environnement avait pour mission de préparer le Sommet de la Terre de Rio qui se tiendrait au mois de juin, la même année. Peu de temps après la fin de l'URSS, de nouvelles perspectives de coopération internationale paraissaient envisageables. Une nouvelle notion enthousiasmante, le développement soutenable, était mise à l'agenda. Des problèmes tels que le trou dans la couche d'ozone, les pluies acides ou le désastre de Tchernobyl y avaient aussi contribué. On commençait à évoquer le problème du réchauffement climatique, mais il était encore temps de le maîtriser, la principale urgence étant d'abord la production d'un consensus scientifique à ce sujet. Certes, vingt ans déjà avaient passé depuis le premier rapport Meadows sur

les limites à la croissance (1972), depuis la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement humain de Stockholm (1972 également), depuis la création du premier parti écologiste en Nouvelle-Zélande (1972 encore). Vingt ans, ce n'est pas rien, mais – bon an, mal an – les choses semblaient enfin se mettre en place. Bientôt, peut-être, l'avenir ne paraîtrait plus insoutenable.

- 4 Mais comme le temps passe... Cette fois, ce ne sont plus vingt ans qui ont passé, mais vingt-deux. Le développement soutenable a eu le temps de connaître une certaine grandeur en échappant à la confidentialité des cercles d'initiés, en devenant une notion largement appropriée par la société civile, en s'imposant comme un référentiel incontournable de l'action publique. Les Agendas 21, la Convention internationale sur la diversité biologique, la mise en place du GIEC, le lancement du Protocole de Kyoto ont été autant d'étapes pouvant laisser penser que les choses allaient dans la bonne direction. Et ensuite ? Ensuite, quelque chose dans les rouages de cette belle machine semble s'être grippé. Depuis le début des années 2000, des objecteurs de croissance – scientifiques engagés, militants ou simples citoyens – affirmaient leur conviction que le développement durable n'était qu'un oxymore voué à nous décevoir. D'autres, plus indulgents à l'égard de cette notion, regrettent qu'elle soit restée intellectuellement sous-exploitée, voire politiquement vidée de son sens à force d'être mobilisée à tort et à travers. Est-ce par un effet de lassitude lié à la surexposition médiatique de cette expression ? Par désillusion suite à l'échec de la conférence climatique de Copenhague en 2009 ? Par un retour à des priorités plus prosaïques depuis que l'économie mondiale est entrée dans une crise historique³ ? Toujours est-il qu'à l'heure des premiers bilans, les analystes sont nombreux à observer comme une déconvenue collective vis-à-vis de ce qui avait suscité beaucoup d'espoir⁴. En termes d'institutionnalisation, le développement durable a été un franc succès, mais il n'a pas suffi à enrayer le réchauffement climatique, le pic du pétrole conventionnel, les pertes de biodiversité, la prolifération nucléaire... Loin s'en faut. L'avenir redeviendrait-il insoutenable ?
- 5 Et nous voilà donc en avril 2014. La nouvelle Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a pour mission de préparer la Conférence climatique de Paris en 2015. Mais si l'on attendait beaucoup du Sommet de Rio en 1992, le rendez-vous parisien ne semble guère susciter de grandes espérances. Le dernier rapport du GIEC est pourtant plus alarmant que jamais, et l'objectif de limiter le réchauffement global à 2°C apparaît de plus en plus obsolète. Cela n'empêche guère certains de rêver aux gaz de schiste pour compenser le plafonnement des productions de pétrole conventionnel. Le développement durable fatigue peut-être, mais d'autres notions prennent le relais – au premier rang desquelles la croissance verte, « *objectif prioritaire* » de la nouvelle ministre⁵. Ce n'est donc pas encore cette fois-ci que sera mise à l'agenda la question, par exemple, d'une nouvelle « *prospérité sans croissance* »⁶... Rendez-vous en 2036 ? Bien sûr, cela paraît loin. Mais vingt-deux ans, finalement cela passe vite. Très vite.
- 6 Les articles rassemblés dans ce dossier *Varia* ont en commun de contribuer, en 2014, à la réflexion collective sur le développement durable et ses suites. Ils sont le reflet de l'investissement scientifique majeur dont a bénéficié la notion de développement soutenable depuis 1992, et auquel la revue *Développement durable et territoires* participe depuis 2002. Dans les urgences quotidiennes de la vie de chercheur, il n'est pas toujours évident de prendre conscience du temps qui passe, de l'ampleur du temps déjà passé, dans un contexte de crise écologique où le temps est compté. Merci donc à ce nouveau gouvernement de nous l'avoir rappelé, le temps d'une anecdote !

NOTES

1. Bourg Dominique et Whiteside Kerry, 2010, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil.
 2. Semal Luc et Villalba Bruno, 2013, « Obsolescence de la durée : la politique peut-elle continuer à disqualifier le délai ? », in Franck-Dominique Vivien, Pascal Marty et Jacques Lepart (dir.), *L'Évaluation de la durabilité*, Paris, Quae, p.81-100.
 3. Dans laquelle le renchérissement de l'énergie joue probablement un rôle important : Murray James et King David, 2012, "Climate policy: oil tipping point has passed", *Nature*, 481, 2012, p.433-435.
 4. « Une autre caractéristique actuelle, éminemment liée à une relative perte de désir envers l'idée de développement durable, est un pessimisme, voire un catastrophisme plus présent, y compris dans les élites, que ce n'était le cas dans les années 1990, à l'époque de son apogée. D'où l'idée qu'il serait temps de se proposer un nouveau concept qui serait de nature à catalyser les changements écologiques nécessaires. » Zaccaï Edwin, 2011, *Vingt-cinq ans de développement durable, et après ?*, Paris, PUF.
 5. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-ROYAL-presente-les-6.html> (consulté le 19 mai 2014).
 6. Jackson Tim, 2010 (2009 pour la 1^{ère} édition), *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, Etopia-De Boeck.
-

AUTEUR

LUC SEMAL

Luc Semal, politiste, est Maître de conférences au Muséum national d'Histoire naturelle (Cesco - UMR7204). Il travaille notamment sur la théorie politique environnementale, les mobilisations écologistes et les enjeux de conservation de la biodiversité.